

acteur et actrice d'un monde humaniste

camaraderie

LE MAGAZINE DES *francas*

mars 2022 / n°336



« Pourquoi pour lui c'est crèche et vacances ? Pour moi c'est stade de foot sans cage, sans filet, sans même une ligne blanche. Pourquoi pour lui c'est l'équitation, pour moi les bastons ? (...) Et lui a droit à des études poussées. Pourquoi j'ai pas assez d'argent pour acheter leurs livres et leurs cahiers ? » Ces paroles, tirées de l'album *L'école du micro d'argent* des rappeurs du groupe IAM, datent de 1997. 25 ans plus tard, elles résonnent encore comme un refrain aussi tenace que les inégalités qu'elles dénoncent. En France et dans le monde, il reste beaucoup de chemin à parcourir pour rendre effectif le droit à l'égalité exprimé dans l'article premier de la Déclaration universelle des droits de l'homme qui affirme que « tous les êtres humains naissent libres et égaux en dignité et en droits ».

Égalité entre les humains, égalité entre les enfants, égalité filles-garçons, égalité de genre, égalité dans l'accès aux loisirs éducatifs, égalité entre les territoires éducatifs, mais également lutte contre les inégalités et les discriminations... Les Francas militent « pour une société inclusive porteuse de progrès et de solidarité pour tous et toutes » et donc « une société qui crée les conditions pour que chacun·e se construise et y trouve sa place quels que soient son âge, son origine, sa culture, son apparence physique, ses capacités physiques, cognitives, mentales ou sensorielles. » (Avec les enfants et les jeunes, ensemble pour l'éducation ! 2020-2025, extraits).

À la veille des élections présidentielles et législatives en France, ce numéro de *Camaraderie* poursuit ainsi le triptyque consacré aux valeurs de la République en semant quelques jalons éducatifs sur les chemins de l'égalité. Avis à tous·tes les animateurs·trices, éducateurs·trices, défricheurs·ses d'activités sociales, culturelles et éducatives : l'égalité reste un vaste champ à cultiver. ■

La rédaction



camaraderie

le magazine des Francas
n°336 / mars 2022

sommaire

- 3 QUESTIONS DE PRINCIPE** Anne Carayon & Aurélie Antoine
« Que toute une génération puisse partir en séjour collectif »
- 4 INITIATIVES / ÉVASION**
Des jeunes Martiniquais rencontrent des professionnels de l'air et de l'espace
Voyage au temps de la préhistoire
Les enfants imaginent et créent un livre illustré
- 6 MON ENGAGEMENT !** Pierre Mimran
Pierrot, le fou d'éducation
- 7 AGIR : MODE D'EMPLOI**
Monopoly des inégalités : à qui le tour ?
- 8 FORMATION**
Des futurs animateurs professionnels réalisent un projet de formation en itinérance
- 9 DOSSIER**
Égalité
- 17 ACTION E-DUCATIVE**
Les webradios s'installent dans le paysage éducatif
- 18 L'ENFANCE ICI ET AILLEURS**
Covid-19 : les enfants, premières victimes des inégalités
Fracture numérique : « L'école a perdu le contact avec près de 10 % des élèves pendant le confinement »
Des petits déjeuners pour tous les enfants
- 20 CITOYENS DU MONDE**
Un engagement pour la paix. Agir pour l'enfance et la solidarité
- 21 TOUR D'EUROPE**
Jouer l'Europe
- 22 ON EN PARLE**
- 23 FRANCA GENDA**
- 24 INTERVIEW** Jean-Paul Delahaye
« Est-ce qu'on va enfin se donner les moyens d'un système plus juste ? »



« Que toute une **génération** puisse partir en **séjour collectif** »



Aurélie Antoine

➤ **Aurélie Antoine** : malgré des progrès ces dernières années, l'accès au départ en vacances et aux loisirs collectifs reste très inégalitaire. Comment l'expliquez-vous ?

Anne Carayon : Cette inégalité n'est pas connue et passe inaperçue. Pourtant, plus de quatre millions d'enfants ne sont pas partis en vacances, en 2019. C'est-à-dire qu'ils n'ont pas quitté leur domicile plus de quatre jours. Le non-accès au départ en vacances est marqué par de très fortes disparités selon les catégories de population, les revenus, la composition familiale (nombreuses, séparées ou monoparentales), le genre ou les lieux de résidence (urbain, rural). Plusieurs facteurs interviennent, notamment culturels et financiers. Quitter son domicile s'apprend qu'il s'agisse de se rendre dans sa famille ou de découvrir un nouvel environnement. Mais au-delà de savoir voyager et de s'y sentir autorisé, l'aspect financier est important. Le manque de moyens est le premier argument qui ressort des enquêtes auprès des parents.

➤ **Aurélie Antoine** : Lorsque plus de quatre millions d'enfants partaient en colonies de vacances dans les années soixante, ils ne sont plus que huit cent cinquante mille à être partis en séjour collectif en 2019. Est-ce la fin des « colos » ou est-il encore temps d'inverser la tendance ?

Anne Carayon : Le départ en séjour, les loisirs collectifs contribuent à répondre aux enjeux de notre

Anne Carayon est directrice générale de la Jeunesse au plein air (JPA), confédération qui revendique le droit pour chaque enfant, chaque adolescent-e de pouvoir partir en séjours collectifs et bénéficier d'activités éducatives en dehors du temps scolaire, notamment en centre de loisirs. Elle est interrogée par Aurélie Antoine, directrice des Francas de l'Aisne, association organisatrice d'Accueils collectifs de mineurs (ACM).

société, particulièrement celui de faire ensemble. Si nous avons tous en mémoire l'image noir et blanc du grand dortoir, de la bataille de polochon, la colo d'aujourd'hui a changé et est particulièrement d'actualité. Lorsque l'on a la chance d'y aller, on souhaite y retourner ! Le « décrochage des colos » s'explique notamment par la baisse des aides pour le départ en colonies de vacances, dans les années 2000. Plusieurs facteurs impactent également le départ en colo : le changement dans la formation des enseignants, les vacances partagées entre les parents lorsqu'ils sont séparés, la méconnaissance des colos... La JPA propose de réinscrire ce départ dans un projet de société en proposant à toute une génération de pouvoir y accéder.

➤ **Aurélie Antoine** : Quelles actions la JPA mène-t-elle ou envisage-t-elle de mener pour que le droit aux loisirs et aux vacances soit un droit pour tous ?

Anne Carayon : La JPA milite pour la mise en place d'un « pass colo » pour la tranche d'âge des 10-11 ans, au moment du passage au collège. Le but est d'aider



Anne Carayon

les familles pour que toute une génération puisse partir au moins une fois en séjour collectif. L'enjeu pour les acteurs du secteur sera de permettre aux enfants de repartir plusieurs fois. Ainsi en permettant de multiplier les expériences en Accueil collectif de mineur (ACM), les apprentissages induits sont plus importants.

➤ **Aurélie Antoine** : Les modes d'accueil et les activités proposées par les structures éducatives et de loisirs ont particulièrement évolué ces dernières années. De votre point de vue, ont-elles su prendre en compte et s'adapter aux besoins et aux attentes des enfants, des adolescents et des familles ?

Anne Carayon : Les ACM sont avant tout des lieux de jeux, de plaisir, d'éducation à la vie collective. Ils ont évolué avec notre société. La diversité des activités proposées artistiques et culturelles ou scientifiques et techniques et leurs organisations correspondent à notre époque. Au-delà des activités, des incontournables fondent la richesse de ces lieux, leur intérêt et leur pertinence, du point de vue des parents, comme de celui des enfants : être avec ses copains, faire ensemble, partir à l'aventure, chanter, faire de grands jeux, définir des règles de vie, rencontrer l'autre avec ses différences... Bref, vivre des moments uniques de découvertes et de prise d'autonomie. ■

Article écrit avec **Anne Carayon**, directrice générale de la Jeunesse au plein air et **Aurélie Antoine**, directrice des Francas de l'Aisne

Des jeunes Martiniquais rencontrent des professionnels de l'air et de l'espace

En partenariat avec le Centre d'information et d'orientation Nord-Atlantique, les enfants des centres de loisirs des Francas de la Martinique ont découvert les métiers de l'espace et de l'aéronautique.

Quel enfant ne rêve pas de devenir pilote de ligne ou astronaute comme Thomas Pesquet ? Mais passer du rêve à la réalité n'est pas toujours facile. Alors, pour permettre aux enfants des centres de loisirs de découvrir ces univers et ces métiers, les Francas de la Martinique ont organisé des rencontres avec des professionnels de l'espace et de l'aéronautique, à l'occasion de la Fête de la science, du 9 au 19 novembre 2021, à Rivière-Salée.

« Nous souhaitons casser les stéréotypes qui laissent croire que les métiers de l'espace leur sont inaccessibles », explique Odile Mantier, coordinatrice de formation à l'association départementale des Francas. « À travers ces rencontres, nous avons pu montrer qu'il n'y a pas que le métier d'astronaute dans ces domaines. Il y a une multitude de professions possibles, du bac pro au diplôme d'ingénieur. Ce fut aussi l'occasion pour les enfants

de voir que des hommes et des femmes, Antillais comme eux, peuvent aussi prétendre à ces métiers. »

Immersion et découverte

Ces rencontres ont été préparées en amont, dans leurs centres de loisirs, avec des séances d'animation autour de l'air et de l'espace. « Ils ont imaginé de très beaux dessins d'avions, de fusées et d'étoiles qui ont été exposés pendant l'événement », poursuit Odile.

Deux mercredis durant, les groupes ont pu rencontrer, entre autres, Varinka Ponamale, aspirante astronaute et ingénieure en mécanique aérospatiale et architecture des satellites, originaire de La Réunion, ou encore Valérie De Lépine-Julien, première Martiniquaise officier pilote de ligne.

« Ils ont eu le loisir de poser plein de questions, des plus insolites aux plus pertinentes, sur l'espace, les fusées, les métiers, les uniformes des pilotes... Mais aussi de découvrir plein de choses sur les planètes et l'histoire de l'aérospatiale avec des projections, des posters... », précise Odile. « Après deux heures d'échanges, ils sont repartis, la tête dans les étoiles, avec, pour beaucoup, l'envie d'embrasser un jour un de ces métiers qui font tant rêver. » ■

Article écrit avec

Odile Mantier et **Nicole Héloïse**,
Les Francas de la Martinique

▼ Les enfants ont pu poser des questions et échanger avec les pilotes et autres professionnels. © Les Francas de la Martinique



Voyage de la pré

Avec Festi'Dolmen, l'association Arize Loisirs Jeunesse, propose chaque année un festival de l'éducation populaire en Ariège, avec en toile de fond le patrimoine préhistorique et archéologique de la région.

Au Mas-d'Azil, petite commune de l'Ariège au pied des Pyrénées, la star locale, c'est la grotte dont les fouilles ont permis aux archéologues de nombreuses découvertes. Avec ses dolmens, le village a même donné son nom à une culture préhistorique, l'Azilien. Mais comment les jeunes générations peuvent-elles s'approprier ce patrimoine ? Avec Festi'Dolmen, les enfants, les jeunes et les familles peuvent chaque année vivre trois jours d'animations, d'ateliers, de conférences... Cet événement, organisé à l'initiative des associations Arize loisirs jeunesse (ALJ), adhérente aux Francas de l'Ariège, et leur partenaire Grottes et archéologie, se veut résolument éducatif et citoyen.

« Les grottes, les dolmens, c'est notre environnement, notre patrimoine local », explique Christian Rouch, le président d'ALJ. « Les enfants du village les connaissent bien mais avec ce festival, nous souhaitons apporter de la connaissance, du sens et, surtout, faire des choses complètement gratuites et accessibles à tous. »

Découvertes et rencontres

Après les dolmens en 2019, les arts préhistoriques en 2020, l'édition 2021 était consacrée à la santé et aux croyances au néolithique et dans l'antiquité. À l'occasion des différents



Les intervenants de l'association Grottes et archéologie sont venus présenter leur passion aux enfants. © Les Francas de l'Ariège

au temps histoire

ateliers, visites ou rencontres avec des chercheurs, le jeune public s'est questionné sur la place du handicap dans les sociétés préhistoriques. Il a aussi découvert, parfois avec étonnement, que les femmes chassaient et cueillaient.

« Les deux associations, issues de l'éducation populaire, cherchent avant tout à vulgariser, à permettre les interactions avec les plus jeunes, à faire découvrir, expérimenter, échanger, débattre », explique Christian qui précise



que cet événement « permet à des gens qui ne se seraient peut-être pas rencontrés de faire des choses ensemble ». Car c'est là aussi l'objectif de Festi'Dolmen : être un temps convivial de la vie locale, propice aux rencontres et aux partenariats. « L'Inrap (Institut de recherche en archéologie préventive), les professeurs des écoles et du collège, les associations régionales et locales mobilisées par l'archéologie ont été des acteurs importants pour la réussite de ce festival », se réjouit Christian qui prépare déjà l'édition 2022 sur le thème de l'architecture et de l'habitat préhistorique. ■

Article écrit avec **Christian Rouch**, président d'Arize Loisirs Jeunesse

Les enfants imaginent et créent un livre illustré

Les huit centres de loisirs des Francas du Jura ont coopéré, l'été dernier, avec l'aide d'une autrice-illustratrice, pour inventer une histoire, écrire les textes et produire les illustrations. Cet automne, le livre Chère terre était imprimé et présenté officiellement aux participants.

dont un avait attiré notre attention, Vacances timbrées qui racontait un séjour en colo !

Durant l'été 2021, Mathilde a travaillé une journée sur chacun des huit centres de loisirs gérés par l'association : le matin pour écrire l'histoire, l'après-midi pour l'illustrer. « Je leur ai fait découvrir la technique d'impression du monotype, qui bouscule leurs habitudes de dessin puisqu'elle leur fait manipuler de l'encre et une presse à gravure.

Cela produit des visuels avec de beaux effets de matières et de superpositions de couleurs. Chaque tour de presse provoque la surprise et les ravit », décrit l'artiste.

Monotype, sérigraphie

Les enfants ont ainsi raconté les aventures de « l'agent Franca », exploratrice spatiale décrivant en images et en textes les planètes qu'elle découvre. 77 enfants, leurs animatrices et animateurs ont participé à ce projet. Mathilde a aussi assuré le travail éditorial puisque par ses soins, les productions des

enfants ont été numérisées et mises en forme pour être imprimées. « La couverture a également été conçue et imprimée par des enfants, en sérigraphie », précise-t-elle.



© Les Francas du Jura

En 2020, lors du confinement, l'association départementale des Francas du Jura a initié une réflexion, avec les directeurs de ses accueils de loisirs, sur les activités culturelles et le moyen de développer la communication et la correspondance sans les écrans. Le groupe de travail « lecture-écriture » a proposé un projet à l'échelle du département : un livre qui serait écrit et illustré collectivement durant l'été, chaque centre en produisant une partie. Les Francas ont ainsi fait appel à une professionnelle de la littérature de jeunesse, Mathilde Poncet, autrice-illustratrice résidant dans le Jura et qui avait déjà publié plusieurs albums



© Les Francas du Jura

Le 13 octobre 2021, le livre Chère terre était présenté officiellement par l'artiste et remis à chaque participant au projet. Le résultat, spectaculaire, a complètement ébloui les enfants, qui n'en revenaient pas d'avoir « leur livre » dans les mains. Un ouvrage, non seulement d'une grande qualité graphique et esthétique, mais aussi le reflet des idées et préoccupations des enfants d'aujourd'hui. ■

Article écrit avec **Muriel Murat**, Les Francas du Jura



Pierrot, explorateur de routes éducatives). © BV



Pierrot lors d'une assemblée générale des Francas 13. © Francas 13



Lors d'une AG des Francas 13 avec Pierrot (à gauche) et Guy (au centre, moustache noire). © Francas 13



Pierrot, retraité, gère le matériel des stages Bafa : « J'ai dû me mettre un coup de pied au cul pour prendre ma retraite ». © BV

Pierrot, le fou d'éducation

Ce vendredi 25 février 2022, Pierrot nous a donné rendez-vous à la sortie du métro, dans les quartiers nord de Marseille. Sourire aux lèvres, barbe et cheveux blancs hirsutes, il nous embarque dans sa camionnette direction Avignon, où un stage Bafa vient de se terminer. Il faut dire qu'à 65 ans, cet enseignant retraité et militant de la première heure ne prend guère le temps de poser son cartable. Lui qui a été tour à tour animateur, formateur et délégué des Francas des Bouches-du-Rhône s'occupe aujourd'hui du matériel des formations, en plus de ses innombrables engagements éducatifs, associatifs et politiques.

« J'ai été élevé dans une famille où il y avait toujours cette espèce de solidarité, où donner du temps pour les autres c'était bien », justifie-t-il. « Mon père était électricien et ma mère, sténodactylo. » Un enfant de la classe populaire, assurément plus que de l'élite : « J'étais un élève

Pierre Mimran a travaillé toute sa carrière comme enseignant en classes spécialisées auprès de publics dits « inadaptés », en situation de handicap ou en grande difficulté sociale. Celui que tout le monde aux Francas appelle « Pierrot » est un farouche militant de l'égalité, qu'il défend avec passion dans ses engagements professionnels et personnels. Un personnage haut en couleurs, les pieds sur terre et la tête dans les étoiles.

moyen alors quand mon un professeur m'a parlé du concours pour devenir instituteur, je n'y croyais pas. Mais j'ai essayé et j'ai réussi. »

Fraîchement arrivé dans l'Éducation nationale, on lui dit « il faut que tu passes le Bafa ». Il suit la formation avec les Ceméa puis son stage pratique en « colo », dans les Alpes. Pour le jeune Pierrot, c'est presque une révélation : « Je me suis dit que j'avais peut-être choisi la bonne voie. »

Une voie qui le mènera à rencontrer Guy Verga lors d'un stage de spécialisation « enfance inadaptée » : « Comme nous sommes bavards tous les deux, la rencontre a été instantanée », se souvient Guy qui l'entraînera avec lui dans le groupe local des Francas d'Aix-en-Provence. « Pierrot y a trouvé rapidement sa place. Il a apporté enthousiasme et imagination. Francades, journées de formation, rencontres, scientibus et... que de micro-fusées lancées ! Certaines ont eu des trajectoires aléatoires ! », sourit Guy. Nous sommes à la fin des années 70, et les Francas explorent les activités scientifiques et techniques. Pierrot en suivra toutes les évolutions jusqu'à se passionner pour le numérique éducatif, la robotique.

Ces pratiques originales et cette démarche de projet qu'expérimente alors Pierrot l'animateur, seront plus qu'utiles à Pierrot l'enseignant spécialisé. « J'étais en permanence en train de chercher comment apprendre en jouant. Avec l'enfance inadaptée, on ne peut pas entrer par la porte, il faut découvrir quelle fenêtre est ouverte. »

«Tous les élèves que personne ne voulait, on les prenait en charge»

Dans ces années-là, son parcours professionnel et son engagement associatif se croisent régulièrement. Son copain Guy, alors président des Francas 13, travaille dans le même établissement spécialisé que lui : « Il suffisait d'ouvrir la porte pour partager nos élèves et nos soucis », raconte Guy.

Ironie du sort, Pierrot qui a travaillé toute sa carrière auprès d'enfants « différents », va lui-même être touché. Son fils Thomas est diagnostiqué autiste Asperger : « Il était précoce mais il avait des façons de faire un peu extraterrestres. » Son deuxième fils, Johan, connaîtra le même destin quelques années plus tard. Et voilà Pierrot l'enseignant, l'animateur, le lanceur de micro-fusées, devenu Pierrot le papa de deux enfants en situation de handicap. « Il a vécu des moments difficiles mais il a toujours eu le sourire, toujours beaucoup d'humour », souligne Yvette Guiou qui travaillait aux Francas lorsqu'il dirigeait l'association départementale. Si elle avoue qu'il était probablement le directeur « le plus bordélique » qu'elle ait connu, c'est pour mieux vanter les mérites de ce militant dévoué, ce « passionné », « très engagé ».

Il est 10 heures du matin et notre camionnette arrive déjà à Avignon, où nous devons charger les malles de stage. Nous n'avons pas vu le temps passer. Pierrot a cet art de raconter les histoires, il peut parler pendant des heures. Alors quand Isabelle, la secrétaire des Francas, lance une conversation sur l'actualité, Pierrot embraye, éternel révolté : « Tu te rends compte que 10 % de la population accapare 90 % des richesses de la planète ! ». Et d'anecdotes en arguments, on en oublie presque qu'il est déjà l'heure de rentrer à Marseille. Pierrot, et son allure de savant fou de l'éducation, n'ont pas fini de nous étonner. ■

La rédaction

Après trois ans de travail pour son élaboration, l'Observatoire des inégalités publie, début 2022, le Monopoly des inégalités. Cette extension du célèbre jeu de société met les joueurs en situation d'être victimes des inégalités afin de les sensibiliser et d'amorcer une réflexion collective sur ce sujet de société. Ce jeu un brin cynique mais profondément éducatif voit le jour après une phase de co-construction, de tests et de formations avec plusieurs acteurs associatifs, dont les Francas. Il est accessible depuis le 10 janvier dans le cadre d'une boîte à outils « Jeunesse pour l'égalité » qui comprend cinq autres ressources pour les professionnels (des ouvrages, un jeu-concours, des vidéos, un web-documentaire, et des affiches de jeunes).

Public : à partir de 11 ans

« On préfère proposer le Monopoly à partir de 11 ans », explique Constance Monnier, responsable du projet Jeunesse pour l'égalité. « Pour les plus jeunes joueurs, il peut y avoir un risque d'enfermement, une tendance à baisser les bras lorsqu'ils sont confrontés aux règles volontairement injustes. »



Objectifs pédagogiques

- Faire prendre conscience des inégalités et des discriminations et susciter une discussion encadrée ;
- Travailler sur les représentations et s'interroger sur ses propres stéréotypes et préjugés ;

- Faire comprendre ce qu'implique l'appartenance à certains groupes sociaux ou minorités et ses conséquences ;
- Créer un espace de parole où les jeunes s'expriment et explorent les moyens de lutter contre les inégalités et les discriminations.

Avant la séance

Avant de vous lancer dans une partie de Monopoly des inégalités, il faut bien se préparer. Idéalement, il est possible de suivre une session de formation avec l'Observatoire des inégalités : « Ces journées allient des apports théoriques



Monopoly des inégalités : à qui le tour ?

sur les inégalités et les discriminations mais aussi des apports pratiques sur l'appropriation du jeu et l'animation du débat qui va avec », précise Constance. Claire Nédélec, formatrice aux Francas qui a suivi une de ces formations, conseille : « On peut d'abord s'essayer avec des adultes pour jauger les réactions et se préparer à le mener avec des enfants ».

Bien-sûr, il faut aussi avoir commandé au préalable la boîte à outils de l'Observatoire. Attention, le plateau de jeu n'est pas fourni, il faudra utiliser un Monopoly classique auquel on ajoutera les cartes et règles spéciales.

Le déroulement du jeu

Le jeu amène les joueurs à découvrir les inégalités et les discriminations en participant à une partie de Monopoly dont les règles ont été modifiées pour refléter les inégalités sociales. Chaque joueur entre ainsi dans la peau d'un personnage qui lui est attribué au début du jeu et découvre comment les règles s'appliquent différemment en fonction de son sexe, son âge, sa couleur de peau, sa catégorie sociale, etc.

« Il n'y a pas besoin d'aller jusqu'au bout. On peut jouer vingt ou trente minutes et animer la discussion tout au long de la partie. Il faut voir ce jeu comme un support au débat, à la prise de conscience, mais pas le cœur de la séance », conseille Claire. « On n'est pas non plus obligé d'utiliser toutes les cartes, on peut sélectionner celles qui conviendront à la discussion avec nos



publics. Il ne faut pas partir pour gagner, d'autant que tout le monde connaît le Monopoly. Là, on se sent impuissant face à l'injustice. L'avantage, c'est que ça fait vraiment réagir. On se met à la place de l'autre et on ressent quelque chose, quasiment inatteignable sans le jeu. »

« Pour les jeunes victimes, c'est un moyen de comprendre ce qu'il se passe. Et pour les favorisés, de prendre conscience de leurs privilèges et de changer la donne », renchérit Constance. « Même si les plus jeunes n'ont pas le droit de vote, ils ont le droit d'être informés, ils ont le droit de s'exprimer. Ce sont eux qui participeront à la vie de la société dans les prochaines années. Il ne faut pas attendre de faire une fac de sociologie pour aborder ces sujets-là. »

Article écrit avec **Constance Monnier**, de l'Observatoire des inégalités et **Claire Nédélec**, formatrice aux Francas de Nouvelle-Aquitaine

Des futurs animateurs professionnels réalisent un projet de formation en itinérance

Les stagiaires en formation BPJEPS à Mont-de-Marsan (Landes) ont organisé un séjour itinérant, à la rencontre de plusieurs acteurs éducatifs de leur territoire. Après un an de préparation, ils ont pris la route, en décembre, pour 3 jours de formation pas comme les autres.

Le BPJEPS Loisirs tous publics

Le Brevet professionnel de la jeunesse de l'éducation populaire et du sport (BPJEPS) est un diplôme de niveau 4 délivré par l'État.

Il prépare au métier d'animateur professionnel.

Il confère des compétences permettant de concevoir, rédiger, soutenir et évaluer des projets d'animation.

Il permet, en outre, d'exercer des fonctions de coordination de petites équipes d'encadrement et de participer activement au fonctionnement de structures socio-éducatives, que ce soit auprès

d'une collectivité locale, d'une association (centre socioculturel, maison de quartier, espace jeunes...) ou d'une entreprise.

EN SAVOIR PLUS

Du 14 au 16 décembre 2021, un groupe d'animateurs en formation BPJEPS à Mont-de-Marsan (Landes) a sillonné les routes de Nouvelle-Aquitaine, à la rencontre d'autres acteurs éducatifs de la région. C'est l'aboutissement d'un projet pensé, organisé et minutieusement planifié par les stagiaires pendant près d'un an, pour expérimenter la démarche de projet au long cours, mieux connaître leur territoire et étoffer leur bagage pédagogique.

« Nous avons élaboré ce projet commun afin de mettre en pratique les contenus théoriques vus en formation et aborder la démarche de projet de manière innovante », expliquent les futurs professionnels qui, pour beaucoup d'entre eux, n'avaient jamais vécu de séjour

collectif auparavant. Alors, il a fallu qu'ils s'organisent, avec l'aide de leur formatrice, pour définir leurs objectifs et établir leur itinéraire, préparer chaque étape, financer le transport, l'hébergement... « Nous avons contacté plusieurs structures qui ont différentes pratiques pédagogiques afin qu'elles puissent nous accueillir et partager avec nous leurs savoirs, leurs expériences, leurs convictions éducatives », poursuivent-ils.

En route vers des découvertes éducatives

Durant trois jours, à bord d'un minibus prêté par une association partenaire et deux voitures personnelles, les stagiaires BPJEPS ont ainsi parcouru les Landes et les Pyrénées-Atlantiques, faisant étape au Fablab de Soustons, au Point information jeunesse de Capbreton, au collège innovant Pierre Emmanuel de Pau, au service départemental de la Jeunesse et des Sports des Pyrénées Atlantiques, à la Maison du jeu des Francas à Pau, à l'école primaire et la mairie de Bosdarros ainsi qu'au Centre de culture scientifique, technique et industrielle de Mourenx. « À chaque fois, nous avons proposé aux structures un système de troc :

nous menions une animation pour leur public (escape game, veillée...) en échange d'un repas ou d'un hébergement », racontent les stagiaires qui ont même récolté plus de 600 euros grâce à une tombola et une cagnotte participative en ligne, leur permettant de financer le carburant des véhicules.

« Je souhaitais interroger ma formation pour la rendre plus active et permettre aux stagiaires de vivre un vrai projet collectif et participatif », explique Claire Nédélec, leur formatrice, pas peu fière du travail accompli par son groupe. « Ils maîtrisent mieux le territoire, les acteurs qui s'y trouvent et ce qu'on peut faire ensemble. Certains ont gardé des liens et montent des partenariats avec leurs structures respectives. Ils appliquent la même méthode de projet avec leurs publics. Ça a levé des freins psychologiques, ils se sont rendus compte que c'est possible. »

Un bilan plus que positif

« Ce séjour a été pour nous une expérience unique. Toutes ces rencontres et ces échanges ont été très enrichissants, tant professionnellement qu'humainement. C'est une vraie source d'inspiration qui vient nourrir nos propres aspirations », analysent les stagiaires qui se sont appuyés sur ce projet pour valider leurs UC 1 et 2 du BPJEPS Loisirs tous publics.

De retour à Mont-de-Marsan, ils ont organisé fin janvier une soirée de clôture du projet en présence des services régionaux de la Jeunesse et des Sports et de leurs tuteurs et tutrices de formation. L'occasion de diffuser le film qui retrace leur aventure et présenter le bilan et l'évaluation qu'ils ont produits.

« Le séjour est arrivé à un moment critique de leur formation, juste après avoir déposé un dossier de certification. Ça leur a fait un bien fou. C'est le moment de l'année où ils se sont le mieux intégrés au groupe. J'ai l'impression qu'ils ont vécu les bienfaits d'une colo », conclut Claire, leur formatrice, qui a déjà plein d'idées pour renouveler l'expérience dans les années à venir. ■

Article écrit avec le groupe de stagiaires BPJEPS de Mont-de-Marsan (Landes) et Claire Nédélec, Les Francas de Nouvelle-Aquitaine



« Véhicule, carburant, repas, hébergement... Les animateurs en formation ont noué des partenariats pour financer leur voyage. © Les Francas de Nouvelle-Aquitaine

Ce dossier sur l'égalité vient poursuivre le triptyque consacré aux valeurs républicaines « Liberté, égalité, fraternité », entamé avec le numéro 333 de Camaraderie : « Liberté ! ». Pilier essentiel d'une société démocratique, l'égalité est un combat permanent. En France, comme dans le monde, les progrès qui restent à accomplir sont considérables. Mais qui dit « égalité » ne doit pas dire « uniformisation ». L'action éducative doit s'appuyer sur les différences qui font la richesse d'une société et prendre en compte les particularités de chacun. C'est par cette action inclusive, bienveillante et émancipatrice, mais aussi par un engagement collectif et militant, que l'on contribue à bâtir l'égalité, dans les espaces éducatifs, comme dans les textes des lois de la République. Ce dossier de Camaraderie pose quelques principes comme des fondations et regroupe des témoignages de ces artisans bâtisseurs d'égalité. ■

Les hommes, et les femmes,
nés et élevés, et égaux les en Droits,
ne peuvent être fondés
sur l'ignorance commune.

- p.10** Construire et faire vivre l'égalité, un combat des acteurs et actrices de l'éducation
- p.12** « L'égalité passe par la prise en compte des spécificités et des besoins de chacun »
- p.13** Égalité en droits : qu'en disent les enfants ?
- p.14** La république éducative, partout
- p.15** La culture est une arme chargée d'égalité
- p.16** Égalité des sexes : des jeunes s'engagent, devant la caméra

Ont contribué à ce dossier : Sébastien Blanchet, Geoffrey Boulnois, Pierrot Cospel, Nicolas Gomez, Charlie Guillot, Véronique Lambert, Gilles Leproust, François Pencil, Hervé Prévost, Larissa Robert, David Tressières, Baptistin Vuillemot

Construire et faire vivre l'égalité, un combat des acteurs et actrices de l'éducation

Un des trois piliers de la devise républicaine, l'égalité est à la fois un objectif à atteindre dans un monde traversé par les crises et une valeur à faire vivre dans l'action éducative. Pour les Francas, cela passe par l'avènement d'une société inclusive, où chacune et chacun peut trouver sa place, au-delà des différences. Un combat dans lequel les actrices et acteurs de l'éducation ont tout leur rôle à jouer.

Dans l'idéal républicain, tous les individus ont les mêmes droits et les mêmes possibilités de les exercer. Ce principe d'égalité est un des trois piliers indissociables de la devise républicaine « Liberté, égalité, fraternité », affirmé dès l'article premier de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789 : « Les hommes naissent et demeurent libres et égaux en droits. » Depuis la Révolution, pourtant, le combat pour l'égalité n'a pas cessé. Égalité entre les catégories sociales, égalité entre les femmes et les hommes, égalité entre les peuples, entre les territoires... Autant de batailles que les citoyen·nes ont menées et mènent encore pour rendre effectif le principe d'égalité.

UNE HISTOIRE DE VALEURS

À la création des Francas en 1944, la France se réveille sous les décombres d'un conflit mondial sanglant, le deuxième en moins d'un demi-siècle. L'heure est à la reconstruction, non seulement des villes et villages détruits, mais aussi des valeurs malmenées durant cinq ans pendant lesquels la devise républicaine avait été remplacée par le slogan « Travail, famille, patrie » du Maréchal Pétain. La France connaît ensuite, pendant la deuxième moitié du vingtième siècle, des réformes parmi les plus importantes de l'histoire de l'égalité : droit de vote des femmes, création de la sécurité sociale, politique de construction de logements sociaux, etc.

Aujourd'hui, pour les Francas, l'égalité est tout d'abord une valeur, définie dès les premières pages de leur projet Avec les enfants et les jeunes, ensemble pour l'éducation ! 2020-2025 : « Pour qu'il y ait communauté humaine, tous les individus doivent être égaux en droits et en dignité. [...] Dans l'idéal républicain, tous les individus, au-delà des citoyen·nes, ont les mêmes droits, les mêmes possibilités de les exercer et d'assumer leurs obligations. Dans les faits, tous n'ont cependant pas aujourd'hui ces possibilités ».

VERS L'ÉGALITÉ, ENCORE DU CHEMIN À PARCOURIR

Force est de constater qu'encore aujourd'hui, l'égalité reste un combat d'actualité en France et dans le monde. Les inégalités économiques, sociales et culturelles persistent, renforcées par les crises. L'Observatoire des inégalités indique que si « les inégalités entre pays ont baissé depuis les années 90, [...] les inégalités à l'intérieur

des pays s'aggravent (et c'est le cas en France) »¹ Le droit à l'éducation pour tous et toutes, pourtant garanti par la Convention internationale des droits de l'enfant, est un exemple de ces droits qui ne s'appliquent pas partout. Certains enfants et adolescent·es n'ont pas accès à l'école quand d'autres sortent prématurément d'un système scolaire qui peine à réduire les inégalités, voire les renforce.

L'accès aux loisirs éducatifs et collectifs est, lui aussi, inégalitaire. Encore trop d'enfants et d'adolescent·es ne partent pas en vacances. Et de fortes disparités existent quant à l'offre d'accueil et d'activités, selon les territoires. Les Francas militent pour que les pouvoirs publics garantissent « aux enfants et aux adolescent·es, quels que soient leur sexe, leur identité de genre, leurs besoins particuliers, leurs origines, leurs situations juridiques, leurs lieux de résidence, une égalité de droits et d'accès aux droits à l'action éducative dans les temps scolaires, périscolaires et de vacances. »

ÉGALITÉ ET DIFFÉRENCES

C'est par l'avènement d'une société inclusive, et non uniformisée, que l'égalité peut réellement exister. « La diversité des goûts, des intérêts, des capacités est une réalité. C'est aussi une chance », écrivent les Francas dans leur projet. L'égalité passe par la prise en compte des spécificités et des besoins de chacun·e. Éduquer à l'égalité, c'est donc éduquer aussi à connaître l'autre, le comprendre, avec ses différences, car ce qui rapproche les humains est plus important que ce qui les différencie, et les altérités constituent des vecteurs d'ouverture culturelle et de richesses.

L'ÉGALITÉ EN PRATIQUE

Les temps de loisirs constituent des moments privilégiés pour faire vivre l'égalité en pratique. Cela passe d'abord par les projets des structures qui, en fonction des réalités de leurs territoires, s'adaptent aux besoins des publics : en cherchant à accueillir tous les enfants, sans distinction, en incluant les enfants en situation de handicap, en permettant la mixité sociale entre les enfants, comme la mixité de genre dans les activités, en favorisant l'apprentissage de la vie et de l'action collective.

Certaines opérations nationales ou pratiques éducatives développées par les Francas permettent de favoriser l'éducation à l'égalité. On peut citer « Place à nos droits », qui permet aux enfants de découvrir et de s'approprier leurs droits, les discussions à visée philosophiques « Graines de philo » au cours desquelles les enfants peuvent approfondir la notion d'égalité et déconstruire les stéréotypes et les préjugés à partir de l'échange entre pairs et avec un adulte, la pratique de l'activité radio ou d'autres canaux d'expression des enfants, des actions d'éducation aux

Ce que les dicos disent...

L'égalité est pour le Larousse, l'« absence de toute discrimination entre les êtres humains, sur le plan de leurs droits : l'égalité est politique, civile et sociale ». Dans le Littré, il s'agit de « mettre en égalité, mettre sur le même pied, ne pas faire de différence ».

Une ambition internationale

Au niveau international, l'agenda des objectifs de développement durable des Nations unies porte l'ambition de transformer le monde en éradiquant la pauvreté et les inégalités en assurant sa transition écologique et solidaire à l'horizon 2030. <https://www.un.org/sustainabledevelopment/fr/>

¹ – D'après l'Observatoire des inégalités (mars 2022), <https://www.inegalites.fr>



© D. Lefilleul & Freepik.com

Références et ressources

- La Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948 : <https://www.un.org/fr/universal-declaration-human-rights/>
- La Convention internationale des droits de l'enfant : <https://www.unicef.fr/dossier/convention-internationale-des-droits-de-lenfant>
- Constitution de la République française : <https://www.assemblee-nationale.fr/connaissance/constitution.asp>
- Lutte contre les discriminations et promotion de l'égalité / Défense et promotion des droits de l'enfant : <https://www.defenseurdesdroits.fr>
- Avec les enfants et les jeunes, ensemble pour l'éducation – le projet 2020-2025 des Francas.
- Le réseau Canopé présente un dossier de réflexion et de ressources sur l'égalité dans le cadre des valeurs de la République : <https://www.reseau-canope.fr/les-valeurs-de-la-republique/egalite.html>
- <https://educateurs.lumni.fr> (cherchez égalité dans le moteur de recherche) – Rappel pour utiliser pleinement les propositions de l'espace dédié aux éducateur-trices, vous pouvez créer un compte personnel grâce au numéro d'identification de la Fédération nationale des Francas qui est le : 354967.
- Camaraderie n°333 : Liberté

usages numériques et des réseaux sociaux. Et, bien sûr, les temps d'échanges sur des sujets spécifiques lors d'interventions ponctuelles avec les adolescent.es notamment, par exemple sur le sexisme, les LGBTphobies², le harcèlement ou les inégalités de richesse.

Mais l'égalité se vit également au quotidien, dans les postures, les gestes, les techniques des animateurs et des animatrices : en faisant vivre l'égalité dans le fonctionnement des structures éducatives, dans le choix des activités proposées et les façons d'impliquer et de faire participer tous les enfants aux projets d'activités, en favorisant une éducation à l'égalité entre filles et garçons³.

Autant de pratiques et de postures qu'il convient d'intégrer dans la formation des animateurs et des animatrices pour leur permettre de faire vivre et découvrir aux enfants et aux adolescent.es la mise en vie de l'égalité.

2 – Attitudes hostiles à l'égard des personnes en raison de leur orientation sexuelle ou de leur identité de genre ; envers les personnes lesbiennes, gays, bi et trans.

3 – Voir *Camaraderie* n°324 : Égalité filles-garçons.

Têtes chercheuses...

Depuis 1984, la Fédération nationale des Francas anime un conseil scientifique composé de chercheur-euses de champs disciplinaires variés. Ses travaux actuels donneront prochainement lieu à la publication d'un ouvrage qui présentera des analyses et proposera quelques conditions pour réduire des inégalités (dans les structures éducatives, à propos de l'acquisition du langage, de la santé, du numérique...).

L'ÉGALITÉ PASSE PAR DES EXIGENCES POLITIQUES

En éduquant à l'égalité, les animateurs et les animatrices contribuent à former des citoyen·nes éclairés qui seront plus tard en mesure de porter la valeur d'égalité dans le débat public. Mais ils ont eux aussi un rôle militant à endosser, en dehors des espaces éducatifs. En s'organisant, ils peuvent porter collectivement des revendications et des exigences politiques pour faire évoluer les cadres, les lois, pour rendre effectifs les droits déjà acquis et poser de nouvelles pierres sur le chantier de l'égalité.

En s'impliquant dans les instances éducatives, en participant à la vie de la cité, en prenant la parole partout où c'est utile, en interpellant les élus ou futurs élus de la République, les actrices et acteurs de l'éducation continuent de mener, avec les Francas, le combat pour l'égalité. ■

La rédaction

« L'égalité passe par la prise en compte des spécificités et des besoins de chacun »

En 2022, est-il toujours nécessaire d'éduquer à l'égalité dans les espaces éducatifs ?

Il est toujours nécessaire d'éduquer à l'égalité dans les espaces éducatifs car il existe toujours une précarité éducative et sociale et tous les enfants n'ont pas accès aux loisirs. Quand on parle d'égalité, cela évoque aussi la prise en compte des différences de chacun. C'est un travail qui prend tout son sens au quotidien dans nos structures de loisirs périscolaires et extrascolaires. Les enfants, lorsqu'ils sont petits, ne font pas ou peu de différence. Mais en grandissant, c'est le cas, ils se questionnent et analysent les situations.

En quoi l'égalité est-elle une valeur portée par votre structure ? Comment cela se traduit-il dans le projet pédagogique ?

La politique tarifaire avec l'application de coefficients familiaux et la gratuité de certaines activités permet de rendre les loisirs accessibles à tous, y compris comme les séjours labellisés Vacances apprenantes des Francas du Maine-et-Loire. L'égalité passe également par la prise en compte des spécificités et des besoins de chacun. Il n'est pas toujours facile d'y répondre dans le cadre collectif qui est le nôtre. Mais c'est un élément essentiel pour que chacun trouve sa place. Cela passe par l'écoute, l'aménagement de l'espace, et si besoin, le recrutement pour adapter notre accueil à des enfants en situation de handicap. L'égalité se traduit aussi dans les projets d'activités. Durant les vacances scolaires, par exemple, avec la mise en place d'un village d'enfants, chacun a un droit de parole et les décisions sont prises collectivement en forum. Chacun peut s'exprimer sur ce qu'il vit et ce qu'il souhaite. Pour aller encore plus loin, les Francas animent un groupe départemental de réflexion autour de la prise en compte des particularités des enfants, l'inclusion de tous, la gestion des émotions et des conflits.

Quelles sont les techniques, les postures, les outils d'animation qui favorisent l'égalité ?

Les postures en tant qu'adulte référent, sont d'essayer d'être le plus juste possible dans chaque situation. Il est important de beaucoup communiquer, en équipe, avec les enfants et les familles. Un climat de dialogue permet à chacun de trouver sa place et d'expliquer



Larissa Robert est coordinatrice enfance-jeunesse pour la petite commune de Soulaines-sur-Aubance, dans le Maine-et-Loire. Cette animatrice professionnelle, qui travaille depuis près de vingt ans dans les centres de loisirs, nous explique en quoi l'égalité est une valeur qui se vit dans le quotidien des espaces éducatifs.

les choses. Mais favoriser l'égalité passe également par le fait d'être conscients que nous avons nos limites et que nous pouvons « passer le relais » aux collègues en cas de besoin. Le lien à l'école, pour les structures périscolaires, permet aussi la mise en place d'accompagnements personnalisés, toujours dans le but de prendre en compte les différences et spécificités de chacun. La mise en place d'un conseil d'enfants commun entre l'accueil périscolaire et l'école est un exemple d'outil possible. Éduquer à l'égalité peut aussi passer par des projets d'activités solidaires, en lien avec des associations locales comme le Secours populaire ou des partenaires internationaux. Les débats à visée philosophique sont aussi des outils très intéressants.

Les enfants sont-ils capables de comprendre les inégalités ?

Bien sûr, les enfants sont capables de comprendre les inégalités, de ressentir les injustices et d'observer les discriminations. Il est nécessaire d'en parler avec eux et d'expliquer ce qui peut l'être.

Peuvent-ils eux aussi s'engager pour promouvoir l'égalité ?

Oui, ils le peuvent et ils le font au quotidien par de petites choses : l'entraide, si un camarade en a besoin, par exemple, partager son goûter lorsque tous n'en ont pas... Ils sont très conscients de ce qui se passe dans le monde, notamment en ce moment. Les enfants réalisent que d'autres enfants vivent des choses dramatiques. Notre travail est de leur montrer qu'ils ont un rôle à jouer en tant qu'acteurs de la cité et qu'ils ont toute leur place dans des actions qui favorisent l'égalité. ■

Propos de **Larissa Robert**,
les Francas du Maine-et-Loire





Égalité en droits : qu'en disent les enfants ?

▲ La « République de la différence », une affiche réalisée par les enfants de Lons-le-Saunier (Jura)
© Les Francas du Jura

> Les ados parlent d'égalité sur les ondes de Radio Francas à Ollioules (Var) © Les Francas du Var

« Même si on est différents, on a le droit de jouer ensemble », « on est tous des humains, on est tous égaux », « les garçons et les filles devraient avoir les mêmes droits ». Les enfants et les adolescent-es savent mettre des mots sur les concepts d'égalité, de droits, de discriminations... Comme les adultes, ils et elles ont des opinions, des valeurs, des arguments. Toute l'année, avec l'opération Place à nos droits impulsée par les Francas dans les espaces éducatifs, ils prennent la parole et revendiquent.

« Les hommes naissent et demeurent libres et égaux en droits. » Cette phrase tirée de l'article premier de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen est probablement le texte de loi le plus célèbre en France. Plus méconnue, la Convention internationale des droits de l'enfant affirme aussi ce principe d'égalité devant les droits, précisant qu'ils s'appliquent « sans distinction aucune, indépendamment de toute considération de race, de couleur, de sexe, de langue, de religion, d'opinion politique ». Parmi ces droits, les 195 États signataires reconnaissent notamment aux enfants celui d'exprimer leurs opinions librement. Alors, pour que les enfants et les jeunes puissent découvrir et s'approprier leurs droits, les Francas organisent chaque année dans les espaces éducatifs l'opération « Place à nos droits » et leur donnent la parole. Exemples dans le Var et dans le Jura, où le droit à l'égalité et la lutte contre les discriminations ont été au centre du projet en 2021.

« Même si on a une couleur différente ou un handicap, dans tous les cas, on est égaux ». Ce 9 juillet 2021, à Ollioules (Var), Lorenzo, Rachel, Djibril ou encore Sabrina, les ados qui fréquentent la Salle des jeunes, s'expriment au micro de Radio Francas sur le sujet de l'égalité. L'équipe a participé au projet « Tous pareils, tous différents ». « Le but : les associer à la réflexion qui doit conduire à rendre plus effectifs le droit d'égalité et la lutte contre les discriminations », expliquent les Francas



du Var. « C'est l'âge où ils commencent à penser par eux-mêmes », précise Nicolas Gomez, le directeur de l'accueil jeunes ollioulais. « C'est intéressant de voir le débat qu'il peut y avoir entre eux, les idées différentes. Même si généralement, ils dénoncent les inégalités et promeuvent le vivre-ensemble. »

« Ces échanges et ces réflexions révèlent leur incompréhension face aux phénomènes de racisme et de discriminations », confirment les Francas du Var qui ont accompagné cinq structures du département dans ce projet. « Pour eux, nous sommes différents, oui, et c'est normal, mais nous sommes "pareils" en humanité. Les notions d'égalité de droits, de respect et de vivre-ensemble leur apparaissent importantes et restent au cœur de leurs préoccupations. »

Du VAR AU JURA, DES REVENDICATIONS D'ÉGALITÉ

À plus de 500 kilomètres de là, à Lons-le-Saunier (Jura), pas de plateau radio mais une autre voie d'expression : des affiches en grand format réalisées par les 600 enfants des huit centres de loisirs de la commune. Avec un collage de plusieurs visages assemblés, ils en appellent par exemple à une « République de la différence ». Véronique Lambert, la directrice du pôle enfance de la ville, est convaincue de l'utilité de cette action : « Il nous a paru essentiel de parler de ces droits et de les faire connaître en insistant sur la nécessité à lutter contre toutes formes de discriminations. De nombreux outils pédagogiques ont été élaborés par les équipes, mais ce que nous souhaitons surtout, c'était laisser les enfants et les adolescent-es autonomes et libres d'exprimer leur point de vue en utilisant l'affiche comme support d'expression. Nous avons choisi d'imprimer toutes les réalisations sur des plaques de Dibond de 80 x 100 cm. Ces productions ont été installées en décembre 2021 au centre-ville, devenu pour quelques temps, espace de valorisation, de sensibilisation et d'interpellation. »

Ces expressions, ces revendications, les Francas militent pour qu'elles soient effectivement entendues et prises en compte pour enrichir les projets locaux d'éducation et, au-delà, les politiques publiques. Pour cela, ils ont fait appel à un groupe de chercheurs de l'université Paris 13 afin de réaliser une synthèse et une analyse des milliers d'expressions recueillies : « Les enfants peuvent décrire, parfois en lien avec des expériences personnelles, les difficultés liées à des rapports sociaux complexes et sources de discriminations : entre les filles et les garçons, pour les enfants en situation de handicap, le racisme, la précarité ou, plus largement questionner leur position sociale dominée vis-à-vis d'adultes. », écrivent-ils. « En réponse, les enfants et les adolescent-es en appellent à la solidarité et l'entraide ainsi qu'à des relations plus égalitaires. » Avis aux entendeurs, le message est passé. ■

Article écrit avec **Nicolas Gomez**, directeur de la Salle des jeunes d'Ollioules (Var) et **Véronique Lambert**, directrice du pôle enfance de Lons-le-Saunier (Jura)

La république éducative, partout

Dans l'idéal républicain, la France est « une et indivisible », garantissant l'égalité entre les territoires. Dans les faits, les inégalités persistent : zones rurales, centres-villes paupérisés ou encore communes périphériques, comme ici à Allonnes, dans la banlieue du Mans (Sarthe). Certains coins de France cumulent les difficultés sociales et économiques et nécessitent une attention particulière. C'est tout l'enjeu des Cités éducatives.



« Des actions éducatives de qualité pour toutes et tous »

Gilles Leproust est maire d'Allonnes, vice-président de l'Association des maires de France (AMF) et membre de l'association d'élus Ville et banlieue.

Peut-on dire qu'en France, certains territoires sont défavorisés ?

C'est incontestable. C'est vrai dans les quartiers populaires urbains mais aussi dans certains secteurs ruraux. Les habitants cumulent les difficultés pour travailler, se loger. C'est encore plus vrai pour les familles monoparentales et ça a forcément des conséquences sur l'éducation des enfants. Avec le premier confinement, on a assisté à une amplification de ces inégalités. Quand on est six dans un T3, par exemple, c'est plus compliqué de faire ses devoirs le soir. Et tout le monde n'a pas la chance de bénéficier d'un accompagnement familial adapté.

Que peuvent faire les élus locaux pour intensifier les prises en charge éducatives ?

À Allonnes, la ville est très engagée dans le sport et la culture. Nous nous mobilisons aussi avec les parents d'élèves pour empêcher des fermetures de classes. Et avec la politique de la ville, nous appuyons fortement pour mettre en place des réponses éducatives qui soient les plus pertinentes. Suite à l'appel de Grigny¹ et au rapport Borloo², ce sont par exemple les élus locaux qui ont imposé le dispositif des Cités éducatives.

L'éducation populaire a-t-elle un rôle à jouer pour réduire les inégalités ?

Bien sûr. Si nous avons chez nous une élue à la jeunesse et à l'éducation populaire, ce n'est pas un hasard. L'éducation, c'est tout ce qui s'acquiert dans le cadre familial et scolaire mais aussi tout ce qu'il y a autour, les centres de loisirs, clubs de sports, maisons de jeunes qui complètent les apprentissages et forment des citoyens. On a besoin d'eux pour inventer, innover, pour mettre en place des actions de qualité pour toutes et tous. ■

1 – Appel lancé au cours des Etats généraux de la politique de la ville

2 – Rapport sur les quartiers populaires remis par Jean-Louis Borloo au gouvernement en 2018



© Les Francas de la Sarthe

Depuis trente ans, les inégalités de destin ont progressé dans notre pays. Le projet des « Cités éducatives », né d'une expérimentation, à Grigny (91), en 2017, a pour objectif de réduire ces inégalités en affectant des moyens supplémentaires par l'État, pour intensifier les prises en charge éducatives des enfants et des jeunes, de la naissance à l'insertion professionnelle. Cela doit passer par un partenariat fort entre les établissements scolaires, les structures péri et extrascolaires, les parents, les services de l'État, des collectivités, les associations, les habitants.

À Allonnes, où la commune compte 50 % de logements sociaux, plusieurs actions concrètes en faveur des familles ont été mises en place comme la gratuité des fournitures scolaires pour tous les élèves ou l'aide à l'équipement informatique pour certaines familles. Dans un contexte épidémique, une dynamique forte autour de l'école du dehors a été impulsée dans toutes les écoles allonnaises ainsi que dans les deux collèges. 120 élèves s'initient également à l'apprentissage d'un instrument de musique dans le cadre des classes orchestres. Les Francas s'y engagent depuis de nombreuses années avec l'organisation de séjours enfance-jeunesse et un partenariat historique avec le centre social Gisèle-Halimi.

CITÉ RADIOPHONIQUE

La Cité éducative a aussi une orientation forte autour de l'accès au numérique, des compétences psychosociales des enfants et des jeunes et de l'égalité filles-garçons. Elle vise en outre à favoriser l'épanouissement et l'implication des enfants et des jeunes dans leurs espaces de vie. Dans ce cadre, un projet d'envergure a vu le jour durant l'année 2021 autour de l'expression radiophonique avec, comme point d'orgue, une semaine radio, et une diffusion sur les ondes FM.

De nombreux habitants avaient donc branché leur poste radio sur le 91.2 FM du lundi 29 novembre au vendredi 3 décembre 2021 afin d'écouter, aussi bien les élèves des établissements scolaires, les enfants du centre de loisirs de Chaoué que de nombreux acteurs municipaux ou associatifs. Véritable outil pédagogique, la radio a permis à plus de 120 enfants et jeunes de s'exprimer sur les ondes et de s'adresser à la cité, de rechercher et traiter l'information, d'être responsable, de débattre de leurs idées et de les défendre. ■

Article écrit avec **Charlie Guillot** et **François Pensel**, Les Francas de la Sarthe



Aux œuvres, citoyen·nes !

Considérant que l'accès aux œuvres et la rencontre avec leurs créateurs et leurs créatrices sont des fondements d'une démocratie moderne, les Francas ont publié, en juin 2021, leur appel « Aux œuvres, citoyen·nes », une contribution en faveur des lieux, des acteurs, des actrices et des pratiques culturelles.

La Fédération nationale des Francas publie cette contribution pour inviter

- les espaces éducatifs et en particulier les centres de loisirs, à reprendre le chemin des espaces de cultures (théâtres, cinémas, musées, monuments, festivals, sites patrimoniaux et jardins, médiathèques, observatoires et centres scientifiques, muséums...),
- les lieux de culture à faire une place de choix aux enfants et adolescents et à leurs parents, aux acteurs et actrices de l'éducation, les pouvoirs publics à soutenir ces rencontres.

Retrouvez la contribution « Aux œuvres citoyen·nes » sur www.centredeloisirseducatif.net/node/2044

✓ Le « bord de scène », une manière de provoquer la rencontre entre les artistes et le jeune public.

© Les Francas d'Occitanie

la culture est une arme chargée d'égalité

« La poésie est une arme chargée de futur », écrivait le poète espagnol Gabriel Celaya, aux heures funestes du franquisme.

A Decazeville, dans l'Aveyron, bassin industriel sinistré depuis la fermeture des mines, la douleur est plus sociale mais le sentiment d'injustice est bien réel. La culture, elle, est toujours émancipatrice. Surtout quand elle est accessible au plus grand nombre.

Il existe des bouts de France qui nécessitent, peut-être plus encore que les autres, d'être animés, vivifiés, revitalisés pour ne pas dire réanimés. C'est le cas à Decazeville, dans l'Aveyron, ancien bassin houiller et sidérurgique.

Depuis la fermeture des mines, la ville a perdu les deux tiers de sa population. Le taux de chômage atteint 22 % et la commune a connu un nouveau coup dur il y a quelques mois avec la liquidation de la Société aveyronnaise de métallurgie (Sam), dernier fleuron industriel local, qui employait plus de 300 personnes.

Chômage, pauvreté, marasme économique... Le bassin de Decazeville coche toutes les cases des « Zones de revitalisation rurale ». Alors, en 2021, la Direction régionale des affaires culturelles (Drac) d'Occitanie a invité les Francas à réfléchir à un projet pour développer l'éducation artistique et culturelle auprès des enfants de ce territoire sinistré. « Il existe bien une offre culturelle sur place mais elle n'est pas forcément accessible à tous les enfants », explique David Tressières, chargé de développement aux Francas pour l'Aveyron et le Tarn. « On a fait appel à une compagnie de théâtre, pas seulement pour proposer des spectacles, mais pour monter un vrai projet de découverte artistique, avec des ateliers, des rencontres avec les comédiens, ainsi que des formations pour les animateurs afin qu'ils puissent porter ce genre de projets sur le plus long terme. »

ATELIERS ET RENCONTRES EN « BORD DE SCÈNE »

« Nous voulions ouvrir sur une offre culturelle différente et travailler l'accès pour les publics dits "empêchés", en permettant la participation du plus grand nombre », souligne Sébastien Blanchet, conseiller action culturelle et territoire à la Drac qui précise que

cette action a pu être financée dans le cadre du Plan pauvreté.

Au mois de décembre 2021, plus de 200 enfants ont ainsi participé à des activités culturelles gratuites, avec le centre de loisirs, l'école ou la famille. En tête d'affiche, Pierrot Corpel et sa « compagnie A » ont fait découvrir leurs métiers grâce à des séances d'expression théâtrale et plusieurs représentations devant les enfants de la pièce de Molière, *Les Précieuses ridicules*. « C'est une pièce qu'on joue souvent avec le jeune public car elle est assez facile d'accès, drôle et gestuelle », précise le metteur en scène.

« Après la représentation, les comédiens s'assoient sur le bord de la scène. On répond aux questions, on parle de la pièce, du théâtre, du métier de comédien, de l'aventure collective de la compagnie. On touche au rêve, à la magie mais en cherchant à les rendre accessibles, à donner envie de se plonger dans cet univers. » Pour les enfants, c'est aussi une expérience heureuse au milieu du tumulte de l'actualité. « Quand on est intervenu, poursuit Pierrot, on était en plein mouvement social avec la fermeture de la Sam. Certains enfants avaient leurs deux parents qui travaillaient là-bas. Ces spectacles étaient aussi l'occasion de les emmener vers un ailleurs, une sortie, mettre de la culture dans un territoire, entre guillemets, oublié. Quand des tout-petits rient pendant près de deux heures ou quand on voit certains revenir quelques jours plus tard avec leurs parents, on se dit qu'on a gagné. » ■

Article écrit avec **David Tressières**,
Les Francas d'Occitanie,
Sébastien Blanchet, Drac d'Occitanie
et **Pierrot Corpel**, Compagnie A



Égalité des sexes : des jeunes s'engagent, devant la caméra



Lorsqu'un féminicide vient bouleverser une petite ville de Bourgogne-Franche-Comté, les adolescent-es et leurs animateurs réagissent avec un film pour « prôner l'égalité entre les hommes et les femmes » et « éveiller les consciences ».

départ tandis que les filles ont tenu à souligner ce problème. »

Ce travail préparatoire a permis à Geoffrey et son groupe d'écrire un scénario muet, en juxtaposant les situations d'inégalités entre les sexes : « Chaque scène est filmée du point de vue de l'homme puis de la femme, d'où son titre Elle est lui. Cette mise en scène permet de "choquer" un peu le spectateur pour l'amener à réfléchir », poursuit le réalisateur.

Fiers de leur projet, les adolescent-es ont eu l'opportunité de défendre ce court-métrage lors d'une diffusion en avant-première devant les habitant-es de la ville en septembre. Un film hautement applaudi et l'occasion pour les jeunes acteurs et actrices d'expliquer leur démarche. Pierrick, animateur de la Zone ado, est fier de leur investissement : « Vingt cinq enfants ont participé au projet. Certains qui n'étaient pas inscrits au départ ont été séduits par l'idée de se mettre en scène et d'œuvrer pour cette cause. »

Le court-métrage a ensuite été présenté à la Caisse d'allocations familiales de l'Yonne et publié sur les réseaux sociaux de la commune et dans certaines écoles ou institutions. « On aimerait qu'il fasse office de support de sensibilisation et débat dans les collèges et les classes de CM1-CM2 », confie Geoffrey. ■

Article écrit avec **Geoffrey Boulnois**, responsable du service enfance-jeunesse de la ville de Monéteau (Yonne)

Elle Est Lui, c'est l'intitulé du court-métrage que la vingtaine d'adolescent-es de la Zone ados, l'espace accueil jeunes de Monéteau, dans l'Yonne, a réalisé l'été dernier. Le 11 juin 2021, la commune était frappée par le meurtre d'une maman d'école par son ex-conjoint. Touchés par ce drame, les jeunes ont souhaité réagir en mettant à mal les clichés sexistes, pour encourager la réflexion et l'esprit critique.

Le film est une série de scènes de la vie quotidienne où les inégalités font rage : partage des tâches domestiques, pratiques sportives, travail, sexualité... « Au début on ne savait pas trop où aller ni quoi écrire et puis, quand on réfléchit bien, tous les jours nous sommes confrontés à des inégalités entre les sexes : pourquoi les femmes n'ont pas le même salaire que les hommes ? Pourquoi les hommes doivent se cantonner à la pratique du football ? », interroge Léna, 14 ans, actrice dans le court-métrage.

DE LA RÉFLEXION À LA RÉALISATION

« L'idée était avant tout d'éveiller les consciences. Le public "ados" est particulier parce que proche de l'âge adulte et leur esprit critique est déjà bien formé », précise Geoffrey Boulnois, responsable du service enfance-jeunesse de la ville de Monéteau et réalisateur du film. Volontairement, il a séparé les garçons et les filles afin qu'ils puissent, par groupes de sexe, lister les inégalités qu'ils aperçoivent ou vivent au quotidien. Les deux équipes se sont ensuite réunies afin de confronter leurs idées et constater que des éléments pouvaient être similaires et d'autres non. « L'objectivation du corps de la femme, le fait d'être réduit à un objet, a été l'élément suscitant le plus d'échanges entre les deux parties : les garçons n'ont pas eu cette réflexion au



Voir le film en ligne

Elle Est Lui
www.facebook.com/watch/?v=176243124590219



Les webradios s'installent dans le paysage éducatif

L'éducation aux médias et à l'information (Emi) se généralise. Jean-Michel Blanquer, le ministre de l'Éducation nationale, déclarait en janvier sa volonté d'installer « une webradio dans chaque collège de France ». Si l'idée n'est pas nouvelle, elle suscite un vrai engouement, en lien aux enjeux de société actuels. Et s'accompagne d'une série d'outils en ligne pour les éducateurs, publiés par le Clémi.



Créer une webradio scolaire
Conçu par le Clémi, ce guide vise à accompagner le déploiement des webradios scolaires : du cadrage des actions à la mise en œuvre concrète en classe et en établissement. Il est complété par des ressources en ligne éditorialisées sur le site du Clémi. <https://www.clemi.fr/vademecumwebradio/>

EN SAVOIR PLUS

« L'éducation aux médias et à l'information accompagne chaque élève dans la construction de sa citoyenneté. La webradio favorise l'expression et le travail d'équipe », twittait en janvier le ministre de l'Éducation nationale. Des radios éducatives comme support de projets citoyens, les Francas en développent depuis plus de vingt ans dans les espaces éducatifs, parfois lors d'actions ponctuelles ou itinérantes, et même de façon permanente sur la bande FM, à l'image de Radio Sommières dans le Gard. La nouveauté, c'est la tendance à la généralisation de ces pratiques issues de l'éducation populaire au sein même des établissements scolaires. Ainsi, le Centre pour l'éducation aux médias et à l'information (Clémi) publie un « vademecum » qui détaille des scénarios pédagogiques possibles en précisant qu'ils font « évoluer les pratiques pédagogiques des enseignants, car ils obligent à emprunter

des notions et des concepts issus des pédagogies actives et de la pédagogie de projet ».

« Apprendre aux élèves à devenir des citoyens responsables dans une société marquée par la multiplication et l'accélération des flux d'information, tel est l'objectif de l'éducation aux médias et à l'information (Emi) », explique le ministère dans une circulaire. « L'Emi donne aux élèves la capacité de discerner les usages responsables du numérique, de faire appel à un esprit critique à bon escient, de comprendre et d'interpréter les flux informationnels, de distinguer connaissances et croyances, informations et fausses informations. » Pour cela, les webradios apparaissent comme un support privilégié et le vademecum du Clémi est un véritable guide pratique conçu pour les enseignants mais tout aussi utile aux animateurs et autres professionnels de l'éducation.

Des outils pour réussir son projet

« La webradio conjugue le travail sur les modes d'expression (oralité et écriture) avec ceux des techniques de réalisation (création, production et diffusion en ligne) et des démarches d'apprentissage collaboratives (investigation, projet) », développe le Clémi qui prévient : « Créer une webradio implique d'acquérir une certaine maîtrise



Les radios Francas La Parole aux enfants

La Fédération nationale des Francas propose un parcours « Éducation aux médias et à l'information – Radios » destiné aux enseignants, animateurs et animatrices. Pour le mettre en œuvre, les Francas dispensent des formations Agrément animation et Habilitation formation. Des livrets ressources permettant une progression de l'atelier d'expression radiophonique à l'installation d'un média de territoire sont disponibles.

Plus d'infos : <https://lesradiosfrancas.fr/>

technique afin d'utiliser les logiciels et les outils de captation sonore et de diffusion. Il est également nécessaire de s'occuper finement de son organisation, car une émission webradiophonique est le fruit d'un travail collectif et collaboratif. » Ça tombe bien, le guide du Clémi décrit pas à pas les étapes, les techniques, les outils pour réussir.

« Nous avons pris le parti, dans ce vademecum, de mettre en avant des scénarios de webradio concernant l'expression des élèves, mais il en existe d'autres utilisant le média webradio : monter une émission à partir de plusieurs podcasts, créer un podcast enrichi, réaliser une émission hors les murs (visite de musée, voyage scolaire), créer une webradio événementielle (portes ouvertes, salon des métiers, événement sportif) ou créer une émission avec des intervenants extérieurs via des inserts téléphoniques (chercheur, classe jumelée). » De quoi permettre une généralisation des webradios dans tous les espaces éducatifs. ■

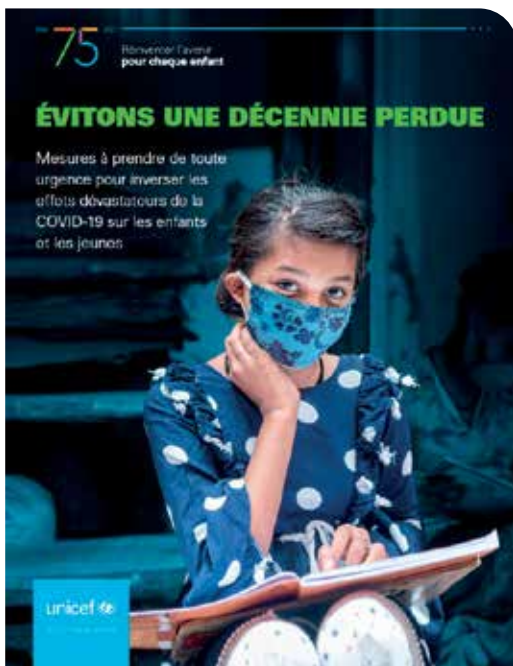
La rédaction

Covid-19 : les enfants, premières victimes des inégalités

Près de deux ans après le début de la pandémie, les effets sociaux du Covid-19 continuent de s'aggraver, augmentant la pauvreté et ancrant les inégalités en France et dans le monde. C'est « la pire crise que les enfants aient connue au cours de nos 75 ans d'existence », déplore l'Unicef, en introduction d'un rapport alarmant qui presse les pouvoirs publics à prendre des mesures « de toute urgence » pour éviter « une décennie perdue ».

« **S**i nous n'agissons pas, le monde risque de perdre une décennie de progrès en faveur des enfants », alerte l'Unicef, dans un rapport publié en décembre 2021. En moins de deux ans, 100 millions d'enfants supplémentaires sont tombés dans la pauvreté, ce qui représente une augmentation de 10 % depuis 2019.

« *Tout au long de son histoire, l'Unicef a contribué à l'instauration d'environnements plus sains et plus sûrs pour les enfants du monde entier* »,



rappelle Henrietta Fore, directrice générale de l'Unicef. « Ces progrès sont désormais mis en péril en raison de la pandémie de Covid-19. Alors que le nombre d'enfants en proie à la famine, déscolarisés, maltraités, en situation de pauvreté ou mariés de force augmente, ils sont de moins en moins nombreux à avoir accès aux soins de santé, à la vaccination, à une nourriture suffisante et à des services essentiels. Cette année, alors que nous devrions penser au chemin qu'il nous reste à parcourir, nous perdons du terrain. »

« Avant la pandémie, près de 1 milliard d'enfants dans le monde souffraient déjà au moins d'une privation grave en matière d'éducation, de santé, de logement, de nutrition, d'assainissement ou d'eau », poursuit l'Unicef dans son rapport. « Un chiffre qui ne cesse de croître alors que le relèvement à deux vitesses des différentes régions du monde creuse davantage la fracture entre les enfants riches et les enfants pauvres, les plus marginalisés et les plus vulnérables payant le plus lourd tribut. »

Les jeunes Français n'échappent pas à la crise

Si la situation en France n'est pas aussi catastrophique que dans certains pays du monde, la crise n'a pas épargné les enfants et les adolescents de nos territoires. Au plus fort de la pandémie en 2020, jusqu'à 7 millions de personnes ont eu recours à l'aide alimentaire, selon les chiffres du Secours Catholique. « La crise accentue les vulnérabilités sociales et fait basculer des foyers dans la précarité. Les enfants et les jeunes sont particulièrement touchés. La France compte 2,9 millions de mineurs en situation de pauvreté, soit 21 % », constate le gouvernement.

Les périodes de confinement ont été particulièrement génératrices d'inégalités. Coupés de l'école, des interactions sociales et de leurs activités habituelles, les enfants ont été assignés à résidence pendant au moins deux mois, avec de grandes disparités dans les conditions de vie et d'éducation selon les familles. « On repère une variété des vies familiales confinées sur le plan matériel de l'espace disponible, de la nature du travail professionnel exercé, de la structure familiale », pointe la Caisse nationale des allocations familiales. Plusieurs études mettent d'ailleurs en exergue une détérioration de la santé mentale, une baisse des résultats et un taux d'abandon scolaire plus élevés chez les enfants et les adolescents issus de familles aux faibles revenus. ■

La rédaction

La crise sanitaire a-t-elle amplifié les inégalités face au numérique pour les enfants et les jeunes ?

Le confinement, en 2020, a été synonyme de fermeture des écoles. Certaines ont été fermées plusieurs mois. Ce contexte a nécessité la mise en place d'un enseignement à distance. Pour les familles les plus fragilisées, cet éloignement physique a renforcé les difficultés scolaires des enfants. L'Éducation nationale estime avoir perdu le contact avec près de 10 % des élèves pendant la période de confinement. Le motif le plus souvent évoqué par les familles est celui de la fracture numérique et du manque d'équipement des foyers permettant de faire « l'école à la maison » dans de bonnes conditions.

▼ Échange avec les familles lors d'une session de prêt de tablettes à l'école Georges-Bruguier, dans un quartier prioritaire de Nîmes (Gard).
© Les Francas du Gard



À Marseille, dans le quartier populaire d'Air Bel, plus de la moitié des enfants arrivent à l'école le ventre vide. En partenariat avec une boulangerie associative et grâce à l'implication des enseignants et des familles, les Francas forment des jeunes « ambassadeurs du petit déjeuner » et organisent des distributions solidaires, deux matinées par semaine.

« **C**e projet a été co-construit suite à des temps d'échanges entre les habitants, les Francas et la boulangerie solidaire Pain et Partage, autour de la problématique de la qualité de vie dans le quartier », explique Alicia Héruault, animatrice départementale aux

Fracture numérique : « L'école a perdu le contact avec près de 10 % des élèves pendant le **confinement** »

La crise sanitaire a été accompagnée d'une généralisation de l'école à la maison, particulièrement dans les périodes de confinement. Pour les familles les plus précaires, le manque d'équipement informatique a été un frein à la continuité éducative. Avec les Francas, la Caisse d'allocations familiales du Gard a souhaité réduire cette inégalité, en mettant à disposition des élèves des tablettes et des clés 4G, et en organisant un accompagnement aux usages de ces outils.

En quoi cette action permet-elle de lutter contre la fracture numérique ?

Cette action a permis de maintenir la continuité éducative. D'abord avec le prêt d'équipements informatiques aux familles qui en étaient dépourvues et dont les enfants étaient le plus en difficulté, et ce, sur l'ensemble du

département. Ce sont les enfants de CM1 et CM2 des quartiers politiques de la ville qui ont été prioritairement ciblés. Mais aussi avec un accompagnement à distance aux usages de ces équipements par des médiateurs numériques dédiés. Cet accompagnement avait pour objectif de réduire l'isolement des jeunes et de leurs familles dans l'utilisation de ces outils. En pratique, il s'est décliné par la diffusion d'un livret d'accompagnement et la mise en ligne de ressources, tutoriels et formations à destination des familles.

Ce sont ainsi 350 tablettes dotées de logiciels et d'applications sélectionnés avec l'appui des services de l'Éducation nationale et de 175 abonnements 4G qui ont été distribués la première année. Le prêt des tablettes était assuré sur la période de l'année scolaire et pouvait être prolongé en cas de besoin avéré et en fonction des bilans établis.

Comment cette action a-t-elle pu voir le jour ?

Cette action a pu voir le jour grâce à la mobilisation et la coopération des partenaires institutionnels du Gard tels que l'Etat, via la Direction départementale de la cohésion sociale (DDCS) et l'Éducation nationale, le Conseil départemental et la Caf. Autant d'acteurs qui ont fait émerger le projet « Prévenir la rupture pédagogique en luttant contre la fracture numérique », allouant des moyens financiers conséquents permettant de garantir le projet.

Qu'ont apporté les Francas dans la mise en œuvre du projet ?

Les Francas ont eu la mission de mettre en place et coordonner l'action avec les différents acteurs du projet, à savoir l'Éducation nationale, les structures relais, les acteurs locaux et les partenaires institutionnels. Ce sont eux qui ont assuré l'investissement et la maintenance des équipements. Ils ont également créé deux postes d'adultes relais « médiation numérique » pour l'accompagnement des familles, des enfants, des structures et la « remise » en main des tablettes numériques. ■

Propos de **Benoît Martin, Karine Vidal**, conseillers techniques à la Caf du Gard et **Steven Preget**, directeur adjoint des Francas du Gard



Des petits déjeuners pour tous les enfants

Francas des Bouches-du-Rhône, qui précise que « pour certains enfants, le repas pris à la cantine est le seul repas complet de la journée. »

« La première phase s'est déroulée en décembre 2021 », poursuit Alexia. « Elle avait pour but de sensibiliser une classe de CM2 à l'importance du petit déjeuner et à l'équilibre alimentaire. Mais également de former ces "jeunes ambassadeurs" à promouvoir et présenter le projet à l'ensemble des autres classes de l'école. » À travers des jeux, les enfants ont découvert des notions comme les familles d'aliments ou l'équilibre alimentaire. Puis ils ont créé des affiches pour partager leurs savoirs et leur vécu avec les autres élèves.

Visite d'une boulangerie et distribution gratuite

« Je me suis portée volontaire pour être la classe ambassadrice », précise Céline, professeure



de CM2, convaincue par « le côté pédagogique autour de l'alimentation » et « l'importance d'offrir à tous nos élèves un vrai repas équilibré, bio et local alors que nous savons que certains élèves arrivent à l'école le matin en ayant faim. » Ses élèves ont eu l'opportunité d'aller visiter l'usine de production de l'association Pain et Partage. Une visite lors de laquelle ils ont pu fabriquer leur propre pain et découvrir le fonctionnement de l'ensemble de la chaîne de production.

La seconde phase consiste à distribuer gratuitement, deux fois par semaine, un petit déjeuner équilibré à l'ensemble des élèves de l'école. Ces petits déjeuners sont fournis, produits et acheminés par la boulangerie partenaire. Les distributions sont assurées par des parents d'élèves volontaires, comme Fatima qui voit dans ce projet une « bonne idée » et l'opportunité de « s'impliquer dans la vie scolaire des enfants ». ■

Article écrit avec **Alicia Héruault**, Les Francas des Bouches-du-Rhône

< Contre la précarité alimentaire, l'éducation mise en pratique dans une boulangerie partenaire. © Les Francas des Bouches-du-Rhône

UN ENGAGEMENT POUR LA PAIX

Agir pour l'enfance et la solidarité

La Fédération nationale des Francas exprime son refus de la guerre et son engagement historique pour la paix, l'éducation à la paix et à la solidarité. Elle apporte son soutien aux enfants ukrainiens qui vivent dans la peur et sous les bombes et aux enfants russes qui vont subir les conséquences de ce conflit. Elle condamne les idéaux nationalistes qui fleurissent en Europe au moment où le dialogue et les coopérations européennes sont plus que jamais nécessaires.

Les Francas portent les valeurs de paix, d'humanisme et de solidarité

Nés en 1944 au sortir de la Seconde guerre mondiale préoccupés de la situation réservée alors aux enfants, les Francas ont depuis leur création été attachés à la valeur de paix comme condition importante de développement des enfants et des adolescent-es. La culture de paix implique la volonté d'une résolution pacifique des conflits, mais également le dialogue, la recherche de consensus et la non-violence. L'éducation à la paix développe des compétences sociales telles que l'écoute et le respect de l'autre. Elle vise à confronter les représentations dans le cadre d'un dialogue ouvert. Elle invite les individus à agir démocratiquement au sein d'un groupe. Profondément humanistes, les Francas fondent également leur action sur les valeurs de solidarité et de fraternité.

Les Francas s'expriment aujourd'hui face à la situation en Ukraine comme ils le faisaient pour mémoire en 2018 lors de leur Assemblée générale nationale. Ils s'insurgeaient déjà « des situations

qui se multiplient en France et dans le monde, aux États-Unis ou en Palestine par exemple, conduisant à des enfances, des adolescences, des jeunesses volées, arrachées par les balles, qui hypothèquent gravement les capacités collectives, aujourd'hui comme demain, à construire un monde commun porté par des valeurs de paix et de solidarité. »

Au nom de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen, les Francas rappellent l'exigence d'accueillir en France les enfants migrants et leurs familles en droit et en dignité, de façon chaleureuse, solidaire, confiante et apaisée. Cela est vrai pour les familles ukrainiennes comme pour les enfants et les familles venues de Russie, de Syrie, d'Afghanistan, de République du Congo ou de Guinée, ou de toute autre région du monde, quelles que soient les raisons qui ont obligé les personnes à fuir leurs pays d'origine.

Ils soulignent en particulier que le droit à l'éducation comme le droit aux loisirs sont intégrés à la Convention internationale des droits de l'enfant et que tout enfant, quelle que soit sa situation administrative



© Les Francas

ou celle de ses parents, doit pouvoir être inscrit à l'école de la République et bénéficier d'un accueil dans des espaces de loisirs collectifs.

Par ailleurs, les Francas sont particulièrement attentifs, dans la période, à ce que peuvent vivre et percevoir les enfants et les adolescent-es, tout particulièrement les enfants issus des pays en guerre. Ils sont également attachés à accompagner les éducateurs à agir dans une situation dont eux-mêmes ne détiennent pas nécessairement l'ensemble des clés de compréhension.

Face au développement de la guerre en Ukraine, les Francas vont agir selon trois registres privilégiés, au regard de leur projet « Avec les enfants et les jeunes, ensemble pour l'éducation ! » :

- Dans le dialogue avec les enfants et les adolescent-es accueilli-es dans les centres de loisirs et autres espaces éducatifs
- Par la formation des animateurs et animatrices professionnelles et volontaires accueilli-es dans les sessions
- Dans la relation aux adhérents collectifs et aux partenaires des territoires pour l'accueil des familles réfugiées arrivant en France, en complémentarité de l'accueil scolaire. ■

11 mars 2022 - Extrait
Les Francas

Retrouvez
l'intégralité du
communiqué
des Francas via
ce QRcode :



© Les Francas

Jouer l'Europe

La Fédération nationale des Francas lance le label « Jouer l'Europe » et publie un dossier ressources pour animer l'éducation à l'Europe dans les loisirs collectifs des enfants et des adolescent·es.



© Union régionale des Francas de Nouvelle-Aquitaine, 2022.

- citoyenneté, de droits, de paix, de cultures, d'éducation et en tant qu'espace connecté à l'international.
- Il donne des pistes pour réfléchir aux enjeux éducatifs, et des conseils pédagogiques concernant particulièrement l'éducation à la citoyenneté, au(x) droit(s), à la paix, à l'apprentissage interculturel, aux langues et langages et à la mobilité.
 - Il détaille quinze pistes d'actions, notamment sous forme de fiches action.
 - Enfin, le dossier oriente les lecteurs et lectrices vers une quinzaine de partenaires ayant développé des ressources enrichissantes disponibles en français.



Le label « Jouer l'Europe »



Europe fait partie intégrante des territoires de vie et d'action des enfants, des adolescent·es... et des animateurs et animatrices.

Pourquoi s'engager pour l'Europe aujourd'hui auprès des enfants, dans un contexte géopolitique européen marqué par la nécessité impérieuse de renouer avec la valeur de paix ? Comment aborder l'Europe à hauteur d'enfant, privilégier une approche par le jeu ? Comment partir du local pour aborder le territoire européen, faire le pont entre ce que l'on vit au quotidien et les réalités européennes ? Quels sont les moyens d'agir en tant qu'acteurs et actrices éducatifs ?

Lancé début 2022, à la fois pendant l'année européenne de la jeunesse et pendant la présidence française du Conseil de l'Union européenne, le label « Jouer l'Europe » de la Fédération nationale des Francas s'adresse aux équipes éducatives souhaitant renforcer la dimension européenne des projets éducatifs de leurs structures et des projets pédagogiques des espaces éducatifs.

Une action éducative dans le cadre de « Jouer l'Europe » se veut être, tant que faire se peut :

- Une action ludique
- Une action locale
- Une action qui mobilise des dynamiques interculturelles
- Une action connectée à une mobilité
- Une action qui mobilise des parcours éducatifs et culturels.

Le dossier ressources « Éducation à l'Europe dans les loisirs collectifs »

Le dossier ressources « Éducation à l'Europe dans les loisirs collectifs » dresse les enjeux éducatifs, donne des repères méthodologiques et pratiques pour une éducation à l'Europe avec les enfants et les adolescent·es.

Il a été élaboré par le groupe national pédagogique « Jouer l'Europe » et le réseau des référentes et référents régionaux Europe dans le cadre du programme national « Europe – interculturel » de la Fédération nationale des Francas.

- Que contient le dossier ressources ?
- Il approfondit les dimensions de l'Europe en tant qu'espace de

« Jouer l'Europe » a été officiellement lancé le 8 février 2022 à Bordeaux, dans le cadre d'un regroupement en formation professionnelle à l'initiative de l'Union régionale des Francas de Nouvelle-Aquitaine. Le dossier ressources est disponible en ligne sur <http://www.centredeloisirseducatif.net/node/2047> et à partir de mai en format papier sur commande auprès de la Fédération nationale des Francas. Le lancement du livret imprimé est prévu le 11 mai 2022 à Périgueux, durant la semaine de l'Europe.

La conception et le lancement de « Jouer l'Europe » ont reçu le soutien du ministère de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et des Sports, de l'Union européenne par l'Agence Erasmus + France éducation formation, de l'Office franco-allemand pour la jeunesse, ainsi que de la présidence française du Conseil de l'Union européenne. ■

Marielle Cartiaux Ourabah,
directrice nationale de programme
Europe et interculturel à
la Fédération nationale des Francas.





**Et pour des loisirs collectifs
accessibles à tous,
t'es candidat·e ?**

les francas

Éducation en mouvement !

Pour pouvoir s'épanouir et se construire, tous les enfants doivent, jusqu'à leur majorité, disposer du même droit d'accès aux loisirs collectifs.

#DroitAuxLoisirsCollectifs

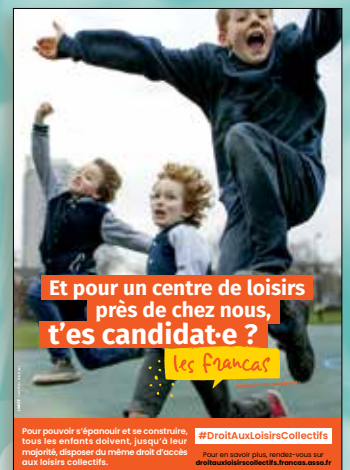
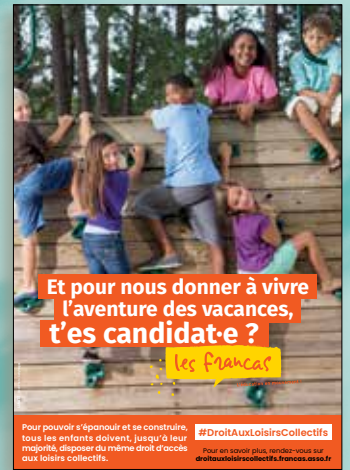
Pour en savoir plus, rendez-vous sur droitauloisircollectifs.francas.asso.fr

Élections présidentielles et législatives 2022

À l'occasion des élections présidentielles et législatives 2022, les Francas lancent une campagne en faveur des loisirs collectifs. Ils interpellent les candidat·es pour en souligner les bienfaits et rappeler que l'accès aux loisirs des enfants et des adolescent·es est aujourd'hui fortement inégalitaire en France, selon les ressources de leurs parents et le territoire dans lequel ils et elles vivent. D'où la nécessité de combattre les inégalités éducatives, sociales, culturelles et territoriales par un service public d'éducation qui permette l'effectivité de l'accès de tous et toutes à des loisirs collectifs dans un objectif d'épanouissement et d'émancipation. ■

Pour en savoir plus : [https://droitauloisircollectifs.francas.asso.fr/](https://droitauloisircollectifs.francas.asso.fr)

Vous aussi, interpelez les candidat·es en diffusant les affiches et visuels de la campagne #DroitAuxLoisirsCollectifs



Participez à la consultation du Défenseur des droits des enfants !



La consultation 2022 du Défenseur des droits des enfants porte sur le droit à la vie privée, une thématique importante au regard des expressions des enfants et des adolescent·es sur leurs conditions de vie, d'éducation et d'action.

Le Défenseur des droits est intéressé par la démarche qui sous-tend le recueil des expressions telle que les Francas l'ont initiée dans le cadre de la dynamique 100 000 enfants s'expriment et dialoguent et par le nombre d'enfants et d'adolescent·es déjà concerné·es. A la lecture du rapport sur les 500 premières expressions, rapport remis en 2019 lors de la Convention Ensemble pour l'éducation à Dijon, le Défenseur a identifié qu'il y a déjà des propositions et constats d'enfants et d'adolescent·es sur le thème de la vie privée : les relations sociales, la vie privée dans les centres de loisirs, les faux-semblant concernant la participation des enfants qui est perçue comme cosmétique...

La Fédération nationale des Francas a proposé au Défenseur des droits des enfants de se positionner au-delà de la seule contribution d'un ou de quelques groupes d'enfants.

Elle élabore un kit pédagogique sur le thème du droit à la vie privée pour outiller les animateurs et animatrices sur le sujet, afin qu'ils puissent recueillir des expressions auprès des enfants et des

adolescent·es et les publier sur le site www.enfant-sacteurscitoyens.fr.

Les enfants et les adolescent·es utiliseront le mot-dièse « #vieprivéedefenseurdesdroits » pour identifier leur participation à la consultation.

Une fois qu'elles et ils auront fait remonter des propositions ou constats via le site internet www.enfant-sacteurscitoyens.fr, la Fédération nationale des Francas les transmettra au Défenseur des droits des enfants. Pour participer à l'aventure, prenez contact avec votre association départementale à partir de début avril 2022. ■



Calendrier*

- ★ Jusqu'au 3 avril : Inscriptions au concours national de la presse jeune Kaléido'Scoop
- ★ 10 et 24 avril : Élections présidentielles
- ★ 30 avril : Journée de la non-violence éducative
- ★ 3 mai : Journée mondiale de la liberté de la presse
- ★ 17 mai : Journée internationale contre l'homophobie et la transphobie
- ★ 2 et 3 juin : Fête de la radio
- ★ 12 et 19 juin : Élections législatives

Retrouvez-nous sur :



Les Francas



@FrancasFede



Les Francas

Dans le dossier du prochain numéro

Cultivons les cultures !

À la veille des élections présidentielle et législatives, alors que les thématiques identitaires et nationalistes trouvent un écho certain dans une partie de la population, les Francas consacrent le prochain numéro de Camaraderie à la question de l'interculturel, de l'ouverture au monde et aux autres : ceux que l'on connaît moins, les « différents », les « pas pareils », ceux de la porte à côté et ceux d'ailleurs, ceux des régions voisines et ceux des pays lointains, les humains et leurs cultures, leurs histoires, leurs patrimoines. Autant d'opportunités éducatives pour permettre aux enfants et aux adolescent·es de comprendre et respecter l'autre et s'approprier leur environnement. ■

Fils d'ouvriers devenu numéro deux du ministère de l'Éducation nationale entre 2012 et 2014, Jean-Paul Delahaye a vécu et combattu les inégalités tout au long de son parcours, à tous les niveaux de l'échelle éducative. Il publie aujourd'hui deux livres, entre témoignage et analyse, où il n'hésite pas à parler de « scandale d'État », chiffres à l'appui, pour dénoncer les inégalités et « mettre les pieds dans le plat » de la campagne électorale.



« Est-ce qu'on va enfin se donner les moyens d'un système plus juste ? »

Dans votre livre autobiographique *Exception consolante, un grain de pauvre dans la machine* (édition de la Librairie du labyrinthe - 2021), vous racontez votre parcours d'enfant de famille modeste devenu haut-fonctionnaire de l'Éducation nationale. Êtes-vous vraiment une « exception » dans un système éducatif en panne ?

Je suis issu d'une famille qui a connu la grande pauvreté. Ma mère a élevé seule ses cinq enfants, en étant ouvrière agricole, femme de ménage. À l'époque, il y avait encore très peu d'enfants boursiers qui entraient au lycée, nous étions encore des exceptions. 60 ans plus tard, beaucoup de choses ont évolué positivement mais il reste des invariants. 20 % des élèves ont des familles pauvres et 10 %, des familles en situation de grande pauvreté. Comment faire ses devoirs le soir quand on est dans un logement

“ 20 % des élèves ont des familles pauvres et 10 %, des familles en situation de grande pauvreté. ”

malcommode, insalubre, sans un espace pour soi ? Comment bien apprendre quand on n'est pas habillé conformément à la saison ? Comment ne pas être humilié quand votre mère, c'était mon cas, n'a pas assez d'argent pour payer la sortie ou le voyage scolaire ? Bref, un certain nombre d'enfants n'ont pas les conditions minimales requises pour être parfaitement sereins dans leurs apprentissages.

Dans votre dernier livre, *L'école n'est pas faite pour les pauvres* (éditions Le bord de

l'eau – 2022), vous allez même jusqu'à parler de scandale d'État...

Oui, car le budget de l'éducation n'est pas équitablement réparti. Pour ne prendre que cet exemple, les élèves des classes préparatoires aux grandes écoles reçoivent 45 fois plus d'argent pour l'accompagnement éducatif que les enfants de l'éducation prioritaire, selon la Cour des comptes.

Ces sujets, on en parle assez peu car les citoyens qui sont concernés sont ceux dont on ne parle jamais, les invisibles, qui ne pèsent pas sur les politiques publiques. Où sont les ouvriers dans les partis politiques ? Où sont les ouvriers à l'Assemblée nationale ou au Sénat ? Est-ce qu'on va enfin se donner les moyens d'un système plus juste ?

Vous avez été vous-même conseiller spécial de Vincent Peillon lorsqu'il était ministre de l'Éducation nationale. Ensemble, vous avez mené la réforme dite des « rythmes éducatifs » qui prévoyait de revenir à une semaine de quatre jours et demi avec des temps d'activités périscolaires. En 2017, le nouveau gouvernement est en partie revenu sur cette réforme. Est-ce pour vous un échec ?

La question des rythmes scolaires est assez emblématique du mépris que l'on a pour les milieux populaires dans notre pays. En 2017, quand la décision désastreuse a été prise de revenir à la semaine de quatre jours, le ministère venait de publier une enquête, dans laquelle il interrogeait les parents sur leurs préférences. Massivement, les classes moyennes et les classes favorisées ont répondu « quatre jours » alors que plus des deux tiers des familles défavorisées ont répondu « quatre jours et demi » car elles savent très bien que cette cinquième matinée à l'école est absolument indispensable. Où sont les enfants des chômeurs, des précaires, des femmes de ménage, le mercredi, quand ils ne

sont pas à l'école ? Ils ne sont pas au conservatoire, ils ne sont pas au poney-club, au tennis, ils ne sont pas dans les officines privées payantes de soutien scolaire.

Les animateurs ont-ils un rôle à jouer, aux côtés des enseignants, pour combattre ces inégalités ?

Bien entendu, ils ont un rôle absolument essentiel. La vie d'un enfant c'est un tout. En repassant à la semaine de cinq jours, on avait pu alléger les après-midi pour permettre d'organiser des temps d'activités périscolaires. Avant la réforme, seulement 20 % des enfants bénéficiaient de ces temps d'activité. En 2017, c'était plus de 70 %. Tout n'était pas parfait mais il y avait quand même davantage de propositions culturelles, sportives... pour tous les enfants en même temps. Dans un pays qui se prétend une république avec pour valeurs « Liberté, égalité, fraternité », nous devons être capables d'organiser, pendant le temps de la scolarité obligatoire, un maximum de temps communs, de culture commune. Et là, il faut rendre hommage aux associations d'éducation populaire qui ont formidablement joué le jeu, en développant une offre d'activités à la hauteur. ■

Propos recueillis par **la rédaction**

